



*Les jeunes
bénéficiaires
du dispositif
Les Plombiers
du numérique.*

LABORATOIRE SOCIAL

Comment casser l'engrenage de la pauvreté

LA FRANCE
DES SOLUTIONS par Reporters
d'Espoirs

A Romans-sur-Isère, où le taux de pauvreté explose, l'association Break Poverty teste un dispositif de lutte contre la précarité des jeunes avec l'aide des patrons locaux et de la municipalité

Par SOPHIE FAY
Photos BRUNO AMSELLEM

C'est un tableau qui a tout déclenché. Sur la première ligne : le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans exposés au risque de pauvreté en France : autour de 13%, soit 1 enfant sur 8. Sur la deuxième, celui du département de la Drôme : proche de la moyenne nationale. Sur la troisième, les statistiques de Romans-sur-Isère : sur les 2 000 enfants de cette ville de 33 500 habitants, près de 1 sur 4 est menacé par la pauvreté ! Et cela ne s'arrange pas en grandissant : entre 15 et 29 ans, un jeune homme sur quatre et une jeune fille sur cinq sont aujourd'hui « sans diplôme, emploi ou stage ». Ils sont donc, comme on les appelle en jargon d'économiste, 910 « Neets » (pour « Not in Employment, Education or Training »). Ce fut un choc pour les vingt chefs d'entreprise que la maire Marie-Hélène Thoraval (divers droite) avait réunis le 9 avril, en présence des responsables de l'association Break Poverty, Denis Metzger et Valérie Daher.

Michel Baulé, ancien industriel de la plasturgie reconverti dans les services, s'en souvient encore : « La démarche de cette association parisienne, venue nous demander si nous étions conscients de la situation des enfants de notre ville, a été un déclencheur. » Bruno Gil, directeur du marketing de Saint Jean, la référence en matière de raviolis, confirme : « Nous avons été interloqués par la différence de chiffres entre Romans et le reste du département. » Aucun des patrons autour de la table ne l'avait vraiment perçue. D'autant qu'ensemble, ils partagent habituellement une autre préoccupation : la difficulté de recruter. « Nous avons 10% de postes non pourvus », confirme le responsable de Saint Jean, qui compte 400 salariés. Ils ont donc signé

tout de suite quand la maire et Break Poverty leur ont demandé de s'engager à verser une « dotation d'action territoriale » pour soutenir les jeunes défavorisés à chaque étape de leur vie, de la petite enfance à l'entrée dans la vie active, et diviser par deux le nombre des Neets. « Quinze entreprises [1] ont joué le jeu. Au total, elles apportent 220 000 euros par an. La mairie a ajouté 100 000 euros. Cela fait un million sur trois ans pour les jeunes de Romans », explique Denis Metzger. Plusieurs de ces sociétés envisagent par ailleurs de s'impliquer humainement avec l'association Proximité, qui organise le parrainage de jeunes par des salariés volontaires pour le soutien scolaire, l'orientation ou la recherche d'emploi. A priori, l'idée séduit Guillemette Degillet et Amandine Germain, responsables RH de Refresco, une entreprise d'embouteillage de jus de fruits qui emploie 420 personnes. Leur société va bien. Tout l'été, il leur a manqué trois caristes pour conduire des chariots élévateurs dans l'usine et elles regrettent que certains métiers, dans la maintenance notamment, soient si méconnus alors qu'ils sont ultra-recherchés par les employeurs. Pour elles, il est important aussi de montrer aux jeunes que l'usine d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de Zola ou de Chaplin !

ACCÈS AUX CODES SOCIAUX

Ce sursaut, Denis Metzger avait parié dessus. « Il ne peut pas y avoir d'entreprise qui gagne sur un territoire qui perd », explique ce financier, président du fonds d'investissement Chequers Capital. Break Poverty est la deuxième ONG qu'il crée après Action Contre la Faim (ACF). Sa marque de fabrique : le pragmatisme. Avec Valérie Daher, une ancienne d'ACF, il a voulu tester ➤

“IL NE PEUT PAS Y AVOIR D'ENTREPRISE QUI GAGNE SUR UN TERRITOIRE QUI PERD.”

DENIS METZGER,
DE BREAK POVERTY

▼ A Romans-sur-Isère, un jeune sur quatre est sans diplôme, sans emploi et sans stage.





▲ Le laboratoire Lab'Elles offre un local aux jeunes filles en difficulté.

“POUR MOI, LE PREMIER FACTEUR DE PAUVRETÉ, C’EST LA PRÉCARITÉ ÉDUCATIVE.”

MARIE-HÉLÈNE THORAVAL, MAIRE DE ROMANS-SUR-ISÈRE

►► le dispositif en grandeur réelle, à Romans. « Il n’y a eu aucune inertie, apprécie Gwenola Levy, assistante de direction chez Kröhne, fournisseur d’équipements industriels. On a signé en juin, on commençait en septembre. » Tout le défi de Break Poverty est en effet de rapprocher le tempo des associations de celui des entreprises. La maire a joué un rôle crucial : « Pour moi, le premier facteur de pauvreté, c’est la précarité éducative, tout ce qui empêche les enfants et les jeunes d’avoir accès au savoir et aux codes sociaux. Je leur ai proposé d’approfondir ce que la mairie avait commencé à faire. »

Romans, qui a longtemps été la capitale de la chaussure, a connu une hémorragie d’emplois industriels lorsque les usines se sont délocalisées. Son quartier ouvrier, mal nommé la Monnaie, est désormais habité par de nombreuses familles en grande précarité. Il a été rénové et une maison citoyenne, avec une façade et du mobilier tout neufs, accueille les jeunes. Mais l’effort d’urbanisme ne suffit pas à changer leurs habitudes : on traîne entre garçons, et certains trafiquent pendant que les parents galèrent. Et comme dans toutes les grandes villes de France, la pauvreté touche de plus en plus de quartiers où les familles monoparentales peinent à joindre les deux bouts.

La dotation d’action territoriale des entreprises (voir encadré) va doper plusieurs programmes. L’association Coup de Pouce fait du soutien scolaire (lecture et

LA DOTATION D’ACTION TERRITORIALE (DAT)

Imaginée par PONG Break Poverty, elle est abondée par les entreprises d’un territoire à hauteur de 2% de leur bénéfice net. Après la réduction d’impôt de 60% prévue par la loi Aillagon sur le mécénat, le coût tombe à 0,8%. Les fonds sont destinés

à des projets locaux bien identifiés, sélectionnés avec les entreprises. Celles-ci n’ont pas d’autre obligation que d’indiquer si elles contribuent ou pas à la DAT et comment elle est utilisée. Pour Break Poverty, ce dispositif pourrait augmenter la part des entreprises qui font du mécénat (14% aujourd’hui) et surtout la part des sommes consacrées à l’action sociale (seulement 17%). S.F.

calcul) avec une méthode originale, très ritualisée, dans les écoles des quartiers prioritaires. Les enfants des autres écoles pourront aussi y avoir accès. L’Epicierie sociale et solidaire, qui permet aux familles de faire leurs courses à 10% du prix, sensibilisera les parents aux questions de langage, à l’importance de l’histoire du soir et de la limitation du temps passé devant la télévision. Une Digitale Académie, école numérique où un coach aidera les jeunes qui décident de reprendre une formation à distance, va aussi voir le jour. Objectif pour ces décrocheurs : leur remettre le pied à l’étrier. Pour soutenir les jeunes filles, le laboratoire Lab’Elles, installé au cœur de la Monnaie, ouvrira ses portes cinq jours par semaine. « Avant l’ouverture de ce local, les filles n’avaient pas d’endroit à elles, note Loïc Chasson, éducateur. Elles passaient leur temps à bouger dans le quartier pour éviter les bandes de garçons. Et les éducateurs ne les voyaient pas. Depuis que Lab’Elles existe, nous en avons reçu 83, parfois dans des situations difficiles. » Il pousse les jeunes filles à passer leur Bafa (Brevet d’Aptitude aux Fonctions d’Animateur), à sortir hors de leur quartier, les aide à s’accrocher quand elles sont en formation à Valence et parfois ostracisées par les jeunes de cette ville... L’une des protégées de Lab’Elles a réussi le concours Graine de Chef imaginé par Valrhona et la Fondation Paul-Bocuse. Elle y est en apprentissage. Les plus jeunes, elles, peuvent faire leurs devoirs dans le calme.

LES JEUNES S’ACCROCHENT

Break Poverty a aussi amené l’association Les Plombiers du numérique à Romans. Elle forme, en trois mois, des décrocheurs scolaires aux métiers de la fibre optique, qui peinent à recruter dans tout le pays. En moins de dix jours, 53 jeunes se sont inscrits pour passer les entretiens de sélection. Stéphanie Pallais, qui travaille pour le groupe Archer, l’entreprise d’insertion locale qui a encadré l’opération, n’en revient pas. Dans la présentation, on ne leur cache rien des difficultés du métier : ni les déplacements ni le travail à l’extérieur sous la pluie ou dans le mistral. Les jeunes s’accrochent. Seize sont retenus pour la première promotion. Ils ont un statut d’intérimaire. Certains, comme Issame, 18 ans, très timide, égaré dans un CAP de vente à Valence où il n’a parlé à personne pendant un an avant de renoncer, passera le permis, tandis que d’autres feront une remise à niveau théorique.

Repérée par Olivier Noblecourt, le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, appréciée à l’Elysée, l’initiative de Denis Metzger a fait son entrée dans les 21 mesures du plan pauvreté présenté mi-septembre par le gouvernement. L’expérimentation va être étendue à d’autres territoires. La maire de Romans, elle, compte bien pouvoir annoncer rapidement le retour de sa ville dans la moyenne nationale, en matière de pauvreté, voire en dessous. L’élue attend les mises à jour de l’Insee au plus vite ! ■

(1) Eximium, Refresco, Gerber, Didier Matériaux, Hyper U, Kröhne, Eovi Mod Mutuelle, Sodimas, Ravioles Saint Jean, Campenon-Bernard, Veyret Techniques Découpe, Framatome, etc.